



Bulletin du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques

L'économie du savoir : tendances et forces

Cet article résume une étude effectuée par MM. Surendra Gera et Clifton Lee-Sing d'Industrie Canada et M. Keith Newton de l'Université Carleton, intitulée The emerging global knowledge based economy : trends and forces. La synthèse a été réalisée par Christyne Tremblay, éditrice du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques.

DE NOUVELLES RÈGLES DU JEU

Il est largement reconnu que les « règles du jeu » pour les économies nationales et les entreprises changent. Un consensus existe également selon lequel l'un des principaux moteurs de ce changement réside dans le rôle et l'importance que revêt le savoir dans l'environnement économique mondial.

Dorénavant, la prospérité des entreprises, des travailleurs, des économies nationales et, par conséquent, des sociétés dépend de façon importante du développement du savoir, de son acquisition et de son utilisation.

QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR?

Le terme *économie du savoir* a d'abord été utilisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) afin de reconnaître le rôle crucial du savoir dans l'évolution récente de l'économie. Gera, Lee-Sing et Newton vont, pour leur part, jusqu'à soutenir que l'émergence de l'économie du savoir représente un véritable changement de paradigme. Changement qui nécessite des ajustements importants de la part des économies, des entreprises et des individus.

CINQ DÉVELOPPEMENTS MAJEURS EN TOILE DE FOND DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

- L'ouverture croissante de l'économie mondiale;
- L'importance croissante, sur le plan mondial, des économies dites en émergence;
- Les changements dans la composition de la production de la plupart des économies développées (de la production de biens vers des services comportant de plus en plus de valeur ajoutée);
- La révolution observée dans le secteur de l'information et des technologies de communication, notamment au regard de la diminution des coûts;
- L'élaboration de nouveaux arrangements de travail, de production, d'achat et d'éducation basés sur l'application des nouvelles technologies d'information et de communication.

Deux grandes forces sont à la base des transformations en cours :

- l'internationalisation de la production;
- les pressions croissantes en faveur de la création de nouveaux savoirs, notamment sur le plan de la compétitivité.

suite ... page 2

QUELLES ÉCONOMIES SONT EN MEILLEURE POSITION AU REGARD DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR?

Celles qui se sont engagées dans la mise en place de nouveaux savoirs. Celles qui ont su tirer profit du fait que l'élargissement des marchés et la libéralisation du commerce fournissent de puissants incitatifs à l'innovation et permettent l'implantation de technologies s'appuyant sur des économies d'échelle importantes. En définitive, celles où :

- les politiques gouvernementales reconnaissent l'importance de créer un environnement attrayant pour les investissements directs étrangers;
- l'on retrouve diverses formes de soutien qui encouragent la RD ainsi que des politiques qui favorisent les interactions et la coopération entre les diverses institutions, disciplines et industries;
- existent de bons mécanismes pour accroître l'accès au savoir développé dans les autres pays;
- est reconnu le rôle déterminant des investissements comme véhicules grâce auxquels de nouveaux savoirs sont intégrés au processus de production;
- sont consentis des efforts considérables pour mettre au point les aspects intangibles de l'infrastructure qui influencent la capacité d'une économie à déployer et à utiliser le nouveau savoir, tels que la qualité de la main-d'œuvre et la capacité d'innovation des gestionnaires;
- est reconnue l'importance d'une infrastructure d'information bien développée qui peut faciliter la diffusion du savoir et la circulation des idées.

LE POSITIONNEMENT DU CANADA AU CHAPITRE DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

Selon les auteurs, le Canada se positionne favorablement au regard de plusieurs caractéristiques de la société du savoir, mais des améliorations sont nécessaires dans différents domaines. Les éléments sur lesquels peut s'appuyer le Canada sont essentiellement :

- un commerce international et des investissements en croissance;
- une main-d'œuvre qualifiée et scolarisée;
- une infrastructure de communication et d'information bien développée;
- une structure industrielle et des habiletés professionnelles qui évoluent de façon cohérente avec les progrès d'une économie basée sur le savoir.

Des investissements sont toutefois requis pour combler certaines lacunes en ce qui a trait à la formation continue, à l'engagement face à la RD et à l'obtention de brevets, à l'adoption de technologies de pointe et à l'introduction de ressources humaines et d'innovations organisationnelles nécessaires afin d'exploiter pleinement le potentiel des nouvelles technologies.

SOCIÉTÉ DU SAVOIR : QUEL RÔLE POUR LE GOUVERNEMENT?

Bien qu'une part importante de l'adaptation aux impératifs de l'économie du savoir incombe aux entreprises, le gouvernement a un rôle considérable à jouer. Ainsi, en établissant des politiques appropriées, ce dernier peut soutenir les progrès vers l'économie du savoir. La littérature souligne l'importance des politiques qui encouragent :

- les investissements étrangers et le commerce international;
- les investissements productifs par les entreprises nationales;
- la construction d'une solide infrastructure, y inclus l'infrastructure d'information et le développement du capital humain;
- l'investissement dans le développement du savoir en général.

RÉSEAU DE VEILLE INTÉGRÉE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES

Formation d'une table ronde sur la société du savoir

Afin de réfléchir à la thématique de la société du savoir, qui constitue l'une des cibles réseau déterminées par le comité de direction du Réseau de veille, une table ronde vient d'être mise sur pied.

Dans un premier temps, les travaux de la table porteront sur les incidences de la société du savoir sur le gouvernement et l'administration publique, de façon à alimenter la réflexion actuelle sur la modernisation de l'État.

D'ici décembre, l'objectif est de cerner le concept de société du savoir et de déterminer les principaux secteurs, au sein de l'administration publique, où des changements majeurs devront être apportés pour préparer l'avenir. Une synthèse de ces travaux exploratoires sera présentée à l'ensemble des veilleurs coordonnateurs de même qu'au comité de gestion de la veille, probablement au début de la prochaine année.

Pour effectuer ce premier tour de piste, la table ronde sera composée de personnes provenant de l'extérieur du Réseau et de veilleurs coordonnateurs. Deux professeurs ont accepté d'y participer : MM. Eric Montpetit de l'ENAP et Louis Imbeau du Groupe de recherche sur les interventions gouvernementales de l'Université Laval.

Des travaux à suivre avec intérêt...

Liste des documents produits

documents produits



CLIPS

- **Conférence annuelle de l'Association canadienne des sciences régionales : « Réorganisation des régions urbaines »**
- **Pacte 2000 : Rapport de la Commission nationale sur les finances et la fiscalité locales**
- **Prochain congrès de l'Institut canadien des urbanistes : « L'EAU : pétrole du 21^e siècle »**
- **Renforcement des agglomérations au Québec : bilan et réflexion sur une stratégie d'intervention**
- **Nouveau modèle de gouvernance au niveau local : le modèle des « faubourgs » suggéré pour la nouvelle ville d'Ottawa**
- **Congrès international sur les villes-régions : « Global City-Regions : Policies for Wealth and Well-being »**
Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole
- **La veille et les techniques d'utilisation des moteurs de recherche sur Internet**
Claude Bonneau, ministère de la Solidarité sociale
- **Transformation du secteur public (rapport KPMG)**
Katherine Cinq-Mars, Secrétariat du Comité des priorités
- **Mise en ligne de tous les formulaires administratifs en France**
Jean-Claude Cloutier, Secrétariat à l'allégement réglementaire
- **Sommet du Québec et de la jeunesse**
Anne Desruisseaux, Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse
- **Un hyperlien concernant la gouvernance (OCDE)**
Dany Dutil, ministère des Finances
- **Un article dans *The Atlantic Monthly* concernant les tendances démographiques mondiales à long terme**
Louis-René Gagnon, ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
- **L'amélioration de la qualité des avis en matière de politiques : trois rapports néo-zélandais**
- **L'Europe pour les jeunes, un document de l'Union européenne**
- **Respect de la confidentialité et navigation dans le site Internet du ministère américain des Transports**
- **Deuxième conférence nationale de recherche sur les politiques**
- **Conférence sur l'intelligence économique et la gestion des connaissances**
Jean-François Guilloteau, ministère des Transports

On trouve dans le site du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques deux principaux produits d'information, soit le *clip* et la *fiche synthèse*.

CLIP

Un *clip* est une courte note qui, en quelques lignes, doit porter à la connaissance des membres du Réseau l'intérêt d'un fait ou d'un événement, la publication d'un document, l'existence d'un site Internet intéressant ou la tenue d'un colloque ou d'un congrès. Ce produit sert aussi à transmettre à une ou à quelques personnes identifiées de l'information concernant leurs champs d'intérêt.

FICHE SYNTHÈSE

Une *fiche synthèse* consiste en une brève analyse d'une information et des enjeux qui en découlent. Elle sert à renseigner les membres du Réseau et les décideurs au sujet d'une problématique donnée ou de perspectives qui se dégagent d'une ou de plusieurs tendances actuelles et, le cas échéant, à rendre la prise de décision plus stratégique et proactive. Une fiche synthèse peut aussi venir confirmer ou infirmer la validité d'orientations gouvernementales déjà retenues.

- **À couper le souffle : les effets de la pollution atmosphérique et des changements climatiques sur la santé**
- **Colloque national « Vers des collectivités viables » et forum régional « Pour une planification durable de l'agglomération de Québec »**
Joanne Laberge, ministère de l'Environnement
- **L'innovation dans le secteur public**
- **Déréglementation des télécommunications aux États-Unis**
Jean Laliberté, Secrétariat du Comité des priorités
- **Journée d'étude en Corse sur les systèmes d'information élaborée**
- **Nouvelle recherche sur les technologies de l'information**
- **Organismes à but non lucratif au Québec**
Ginette Leclair, ministère du Revenu
- **La population mondiale en mutation**
Nicole Malo, Secrétariat du Comité des priorités
- **Forum jeunesse francophone international**
Ginette Massé, ministère de la Culture et des Communications

- **Articles de la revue *Futuribles* sur le vieillissement démographique**
- **Dépôt du rapport final sur la cohésion sociale du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie**

Martine Marleau, Secrétariat du Comité des priorités

- **Partialité des moteurs de recherche dans le cyberspace**
- **Colloque « Insécurité, que fait la politique? »**
- **Colloque international sur les enjeux du XXI^e siècle pour un développement durable des agglomérations urbaines**
- **European Business Network for Social Cohesion**
- **Conférence « Le développement des compétences dans une économie axée sur le savoir »**
- **Protéger les populations civiles dans la guerre**
- **Capacité à gérer l'information : une compétence de demain**

Marie José Péan, ministère de la Sécurité publique

- **Conférence nationale « Travaillant ensemble pour nos enfants : protection et prévention »**

Joyce Racine, ministère de la Justice

- **Congrès mondial sur la coexistence humaine dans un monde responsable et solidaire à l'aube du 3^e millénaire**

Francine Samson, ministère de la Famille et de l'Enfance

- **Site donnant accès à d'autres liens électroniques**

Giao Vungoc, ministère des Affaires municipales et de la Métropole

FICHES SYNTHÈSES

- **Éducation : une approche alternative au Danemark**
- **Le programme d'apprentissage pour les jeunes de l'Ontario**
- **Six mesures spécifiques contre l'échec scolaire**
- **Étude de l'OCDE sur le passage des jeunes de l'école au travail**
- **Pour un meilleur aménagement du temps et des activités de l'écolier**
- **Prévenir l'échec scolaire**
- **Youthstart, initiative de l'Union européenne**
Oumelkheir Adda, Secrétariat du Comité des priorités
- **Tendances générales concernant la jeunesse en Europe**
- **Aider les jeunes défavorisés à faire la transition école-travail**
- **Comparaison des politiques de transition adoptées dans les pays de l'OCDE**
- **Des cours de « civisme » dans les écoles du Royaume-Uni**
- **Difficultés vécues par les jeunes adultes lors de la transition école-travail**
- **L'apprentissage des langues vivantes en milieu scolaire dans l'Union européenne**
- **Le monde en 2020 : vers une nouvelle ère mondiale**
- **Le rôle de la famille dans la transition école-travail**
- **Solutions au chômage chez les jeunes**
(en collaboration avec Anne Desruisseaux)
- **Transition école-travail : publications récentes**
Katherine Cinq-Mars, Secrétariat du Comité des priorités
- **L'incidence du contexte économique et social sur les professions**
- **La notion de déréglementation dans les transports routiers de marchandises : crise ou renouveau**

- **Les directives communautaires et les réglementations nationales : le cas des professions**

Jean-Claude Cloutier, Secrétariat à l'allégement réglementaire

- **Appui social aux politiques de transport, le cas des Pays-Bas**
- **Déréglementation et niveau de concurrence dans le transport aérien domestique aux États-Unis**
- **Évaluation économique et décision politique en matière de transport en France**
- **Nouveaux modèles d'organisation des ministères des Transports : Australie, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Suède**
- **Nouvelles infrastructures de transport en Europe au XXI^e siècle : la nécessité de repenser le processus décisionnel**
- **Partenariats entre les secteurs public et privé pour les routes au Canada**
- **Réglementation ou concurrence, le cas des transports au Royaume-Uni**
- **Programmes d'amélioration des corridors nationaux et des infrastructures frontalières de la loi américaine TEA-21**
Jean-François Guilloteau, ministère des Transports

- **Les déchets toxiques miniers : une menace pour la santé**
Joanne Laberge, ministère de l'Environnement

- **Du nouveau sur la gestion des risques**
- **L'avenir désiré**
- **L'organisation d'apprentissage en devenir**
- **La formation du personnel dans les entreprises américaines**
- **La mondialisation de la politique, de l'économie et de la culture**
- **Le développement de l'économie du savoir**
- **Les caractéristiques d'une bonne école**
- **Session du Business Futures Network à Boston**
- **Tunnel routier à Boston (« The Big Dig »)**
- **Comment informer les responsables des politiques**
- **La rémunération des hauts fonctionnaires fédéraux**
- **Le vieillissement actif**
- **La gouvernance**
Jean Laliberté, Secrétariat du Comité des priorités

- **Bibliographie sur les jeunes et la culture**
- **Les nerfs de la culture, ouvrage de Derrick de Kerckhove**
Ginette Massé, ministère de la Culture et des Communications

- **L'indice de sécurité personnelle 1999 : dans quelle mesure les Canadiens se sentent-ils en sécurité économique et physique?**
- **Sécurité dans les milieux de vie : pour le mieux-être des citoyens et des familles**
- **Sondage KPMG sur l'éthique dans les organisations – 1999 : L'éthique au quotidien**
Marie José Péan, ministère de la Sécurité publique

- **Élaboration d'un plan d'action national pour les enfants**
Francine Samson, ministère de la Famille et de l'Enfance

- **Nouvelle publication du Conference Board du Canada intitulée *Reaching out to Citizens : Responsive Government for the 21st Century***
Giao Vungoc, ministère des Affaires municipales et de la Métropole

Résumé de deux documents deux documents

Voici le résumé de deux documents qui se retrouvent actuellement dans le site du Réseau de veille intégrée sur les politiques publiques. Comme le démontrent ces exemples, les sources d'information peuvent être variées et multiples, et présenter plusieurs points de vue.

LA MONDIALISATION

Veilleur : Jean Laliberté, Secrétariat du Comité des priorités

Selon Held, McGrew, Goldblatt et Perraton, la mondialisation est l'élargissement, l'enracinement et l'accélération des interconnexions, à travers le monde, de tous les aspects de la vie sociale. Elle se traduit par une perception, largement partagée, que le monde est en voie d'être façonné en un espace social commun par de puissantes forces économiques et technologiques.

Dans le livre qu'ils ont écrit en collaboration, les auteurs présentent huit éléments clés de la mondialisation :

- l'émergence d'une politique mondiale et d'une gouvernance à plusieurs niveaux : les nations sont plongées graduellement dans un processus de transformation globale d'où émergent de nouveaux pouvoirs;
- la mondialisation militaire : les groupes terroristes peuvent frapper n'importe où, et il existe un marché mondial de l'armement;
- le commerce mondial et les marchés mondiaux : les ententes commerciales comme celles de l'Organisation mondiale du commerce limitent la souveraineté des États;
- le marché financier mondial : la conception de nouveaux instruments financiers, la déréglementation des marchés financiers nationaux et la croissance des banques ont permis la création d'un marché financier mondial;
- les corporations multinationales et la production internationale : il y avait 53 000 corporations multinationales en 1998; celles-ci étaient responsables de 20 % à 30 % de la production mondiale et d'environ 70 % du commerce international;
- les migrations internationales : les migrations vers les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soulèvent l'enjeu de l'identité nationale dans des sociétés de plus en plus multiculturelles;
- la mondialisation culturelle : la prolifération des produits vendus à travers le monde sous les mêmes marques de commerce, la popularité grandissante de vedettes et d'œuvres culturelles de même que la diffusion d'événements culturels et sportifs à des centaines de millions de personnes sont en voie de réaliser une mondialisation culturelle;
- la mondialisation de l'environnement : il existe une liste de plus en plus longue de problèmes et de menaces concernant l'environnement qui préoccupent les nations et qui donnent lieu à des traités internationaux.

Les auteurs définissent trois phases précédant la mondialisation et distinguent celles-ci de la mondialisation « lourde » que le monde vit présentement. Ils soulignent que la trajectoire de la mondialisation est incertaine et qu'il est possible que le contexte néolibéral dans lequel elle se développe présentement puisse changer.

Source :

D. Held, A.G. Mc Grew, D. Goldblatt, J. Perraton. *Global Transformations : Politics, Economics, and Culture*, Stanford University Press, 1999. Sommaire présenté dans *Future Survey*, juillet 1999.

LES POLITIQUES DE TRANSITION ENTRE L'ÉCOLE ET LE MARCHÉ DU TRAVAIL DANS LES PAYS DE L'OCDE

Veilleur : Katherine Cinq-Mars, Secrétariat du Comité des priorités

Les politiques visant à faciliter le passage entre l'école et le marché du travail n'ont pas toujours donné les résultats souhaités. L'OCDE a effectué une comparaison des politiques adoptées dans différents pays dans le but de discerner les éléments essentiels des politiques réussies et les écueils à éviter. Six orientations ressortent de cette étude :

1. Lier enseignement général et acquisition de qualifications professionnelles

Introduire des éléments d'enseignement professionnel dans l'enseignement général afin de permettre aux jeunes d'acquérir dès le niveau secondaire des qualifications qui ont une valeur sur le marché du travail.

2. Établir des itinéraires conduisant à une double qualification

Fournir aux étudiants inscrits en formation professionnelle un niveau de formation générale plus poussé leur permettant de passer éventuellement à l'enseignement supérieur s'ils le désirent.

3. Développer le système d'apprentissage

Créer des liens entre les établissements d'enseignement et les entreprises. Certains pays ont mis en place des organismes de regroupement de formations ayant pour mission de prendre en charge l'apprenti et d'organiser pour lui des périodes diversifiées d'apprentissage en le plaçant successivement dans différentes entreprises.

4. Fournir aux élèves un meilleur service d'orientation professionnelle

Accroître le rôle des employeurs dans le service d'orientation de l'école, par exemple en permettant à l'élève de prendre contact avec le monde du travail par des visites en entreprise ou par des journées passées avec des travailleurs.

5. Coordonner les efforts de ceux qui sont engagés dans le processus de transition

Plusieurs gouvernements ont fusionné les administrations responsables de l'éducation et de l'emploi et créé un seul ministère intégrant ces deux domaines de responsabilité.

6. Adopter des mesures efficaces pour éviter la marginalisation des jeunes à risque

Les stratégies concernant les jeunes à risque de moins de 20 ans et celles à l'intention des 20-24 ans sont différentes. En effet, il faut garder les moins de 20 ans à l'école et faire en sorte que les 20-24 ans accèdent à des emplois stables offrant des possibilités de formation, grâce à des subventions aux employeurs.

Source :

OCDE, *Examen thématique sur la transition de la formation initiale à la vie active – Rapport comparatif à l'issue de la première phase*, Paris, 1998. (DEELSA/ED(98)11, disponible sur OLIS.)

Liste des veilleurs coordonnateurs

Nom	Ministère ou organisme	Courriel
Michel-Marie Bellemare André Bérard	Ministère de l'Industrie et du Commerce Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie	<i>michel-marie.bellemare@micst.gouv.qc.ca</i> <i>andre.berard@mrst.gouv.qc.ca</i>
Pierre Blais	Ministère des Affaires municipales et de la Métropole	<i>pierre.blais@mamm.gouv.qc.ca</i>
Claude Bonneau Pierre Brousseau Pierre Cauchon Gabriel Clairot	Ministère de la Solidarité sociale Ministère des Ressources naturelles Secrétariat aux affaires autochtones Secrétariat des Comités ministériels de coordination	<i>claud.bonneau@mes.gouv.qc.ca</i> <i>pierre.brousseau@mrm.gouv.qc.ca</i> <i>pierre.cauchon@cex.gouv.qc.ca</i> <i>gabriel.clairot@cex.gouv.qc.ca</i>
Jean-Claude Cloutier Anne Desruisseaux	Secrétariat à l'allègement réglementaire Bureau du Sommet du Québec et de la jeunesse	<i>jean.claude.cloutier@cex.gouv.qc.ca</i> <i>anne.desruisseaux@cex.gouv.qc.ca</i>
Dany Dutil Louis-René Gagnon	Ministère des Finances Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration	<i>d.dutil@finances.gouv.qc.ca</i> <i>louis-rene.gagnon@mrci.gouv.qc.ca</i>
Jean-François Guilloteau Joanne Laberge Pierre Labonté Jean Laliberté Denis Latulippe Ginette Leclair Ginette Massé	Ministère des Transports Ministère de l'Environnement Tourisme Québec Secrétariat du Comité des priorités Forum des grands organismes Ministère du Revenu Ministère de la Culture et des Communications	<i>jfguilloteau@mtq.gouv.qc.ca</i> <i>joanne.laberge@mef.gouv.qc.ca</i> <i>labonte.pierre@tourisme.gouv.qc.ca</i> <i>jean.laliberte@cex.gouv.qc.ca</i> <i>denis.latulippe@rrq.gouv.qc.ca</i> <i>ginette.leclair@mrq.gouv.qc.ca</i> <i>ginette_masse@mcc.gouv.qc.ca</i>
Hélène Massé Denis Matte Suzanne Messier Gilbert Michaud Christiane Morin	Secrétariat à la condition féminine Ministère du Travail Ministère de l'Éducation Direction de la réforme administrative Ministère de la Santé et des Services sociaux	<i>helene.masse@mes.gouv.qc.ca</i> <i>denis.matte@travail.gouv.qc.ca</i> <i>suzanne.messier@meq.gouv.qc.ca</i> <i>gilbert.michaud@cex.gouv.qc.ca</i> <i>christiane.morin@msss.gouv.qc.ca</i>
Marzena Jarek (p.i.) Joyce Racine Francine Samson Alin Soussi Michel Therrien Gilles Turcotte	Ministère de la Sécurité publique Ministère de la Justice Ministère de la Famille et de l'Enfance Secrétariat du Conseil du trésor Ministère des Régions Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	<i>marzena.jarek@msp.gouv.qc.ca</i> <i>jrachine@justice.gouv.qc.ca</i> <i>francine.samson@mfe.gouv.qc.ca</i> <i>asoussi@sct.gouv.qc.ca</i> <i>michel.therrien@sdr.gouv.qc.ca</i> <i>gilles.turcotte@agr.gouv.qc.ca</i>
Paul Vécès	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	<i>paul.veces@cex.gouv.qc.ca</i>
À déterminer	Ministère des Relations internationales	

**Vous avez des questions à poser ou de l'information à partager?
N'hésitez pas à communiquer avec le veilleur coordonnateur de votre ministère ou organisme.**

Prospective est un bulletin produit sous la coordination du
Secrétariat du Comité des priorités
Ministère du Conseil exécutif
875, Grande Allée Est, bureau 2.200
Québec (Québec) G1R 4Y8

Téléphone : (418) 528-0659
Télécopieur : (418) 644-5869

Comité de rédaction :

Pierre Blais, ministère des Affaires municipales et de la Métropole
Pierre Brousseau, ministère des Ressources naturelles
Martine Marleau, ministère du Conseil exécutif
Christyne Tremblay, ministère du Conseil exécutif

Dépôt légal - 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1488-304X
© Gouvernement du Québec

Activités à venir

Conférence nationale de recherche sur les politiques :
« Analyse des tendances »
Ottawa, 25 et 26 novembre 1999

Congrès de l'Institut canadien des urbanistes :
« L'EAU : pétrole du XXI^e siècle »
Charlottetown, 18 au 21 juin 2000

Congrès mondial sur la coexistence humaine dans un
monde responsable et solidaire à l'aube du 3^e millénaire
Montréal, 23 au 27 juillet 2000

